



## Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

## **Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Actions entreprises à la suite des observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion pour la compétence déchets ménagers et assimilés**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 mai 2018, le Conseil a pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) concernant le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés

Conformément à la loi NOTRe et en application de l'article L.243-7 du Code des juridictions financières, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est tenu de présenter devant le Conseil un rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la CRC.

Ainsi, eu égard aux recommandations formulées par la CRC, et rappelées ci-après, il convient de mentionner les actions correctrices qui ont été entreprises par la Métropole.

Conformément aux dispositions légales, article L.243-9 du Code des juridictions financières, cette délibération sera communiquée à la CRC.

Sept recommandations ont été apportées par la CRC et la Métropole travaille sur chacune de ces recommandations :

### **1. Mettre en place une comptabilité analytique pour le calcul de la Redevance Spéciale (RS) des déchets fonction du service rendu**

La Métropole s'est dotée de la matrice ComptaCoût® développée par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Cette méthode a été mise en place dès 2017.

Les coûts aidés (dépenses du service diminuées des recettes de vente des matières recyclées et des soutiens financiers versés à la collectivité par les éco-organismes en charge des filières de « responsabilité élargie des producteurs ») ont ainsi pu être mis en évidence pour chaque catégorie de déchets, en particulier celles facturées dans le cadre de la redevance spéciale (Ordure Ménagère Résiduelle [OMR], déchets, recyclables hors verre, bio-déchets).

Ainsi, le prix facturé pour les :

- OMR est très proche du coût aidé calculé
- Déchets recyclables il est légèrement inférieur
- Bio-déchets est significativement moins élevé

Cette stratégie tarifaire permet à la Métropole d'affirmer sa politique publique en faveur du tri sélectif.

En conséquence, les recettes issues de la RS s'établissent en 2017 à 4,18 M € pour une dépense réelle évaluée à 4,69 M €.

### **2. Utiliser les fonctionnalités de la M57 pour identifier les coûts des activités de collecte et de traitement ainsi que ceux imputables aux services communs**

Outre l'utilisation des rubriques de la M57, la Métropole a mis en place des sous-rubriques permettant de mieux identifier les coûts des activités liées à la collecte et au traitement des déchets.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble de ces rubriques :

70	Services communs
71	Actions transversales
7211	Actions prévention et sensibilisation
7212	Collecte des déchets
7212.1	Collecte des déchets ménagers
7212.2	Collecte en apport volontaire
7212.3	Collecte en porte à porte
7212.4	Collecte en Points Propreté Déchetteries
7213	Tri, valorisation, traitement déchets
7213.0	Demeter service commun
7213.1	Méthanisation
7213.2	Centre de tri (CTRS)
7213.3	Stockage des déchets
7213.4	CSDU
7213.5	Incinération des déchets
7213.6	Plateforme compostage et valorisation bois
7213.7	Traitement
7221	Actions prévention et sensibilisation
7222	Action / propreté urbaine et nettoyage

### 3. Veiller au respect par la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) de l'article 4-3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) proscrivant le recours à la pratique accidentogène du « fini parti »

Dans le cadre du suivi et du contrôle des prestations de collecte réalisées par les sociétés privées (SMN et Urbaser Environnement) pour le compte de la Métropole, cette dernière surveille particulièrement les pratiques accidentogènes souvent liées au « fini parti ».

15 agents de contrôle des prestations réalisent ainsi chaque mois 1 à 2 suivis de prestations, en plus de leur travail quotidien de vérification de la bonne exécution des prestations. Lors de ces contrôles peuvent être signalées des pratiques telles que les collectes bilatérales, les marches arrière non autorisées, parfois même la prise de certaines voies à contre sens. Des pénalités financières sont alors appliquées pour les plus caractérisées d'entre elles.

Outre le « fini parti », des réunions régulières (environ 1 par mois) sont tenues sur chacun des contrats afin de travailler sur la recommandation R437. Lors de ces réunions, les points abordés sont principalement des cas particuliers posant des problèmes de sécurité (trous dans la chaussée, saillie de végétation, suppression de marches arrière, ...).

Enfin, il est à signaler que les durées de temps de service se sont notablement accrues dans les nouveaux contrats notifiés en 2015, afin de prendre en compte des modes opératoires plus respectueux de la R437. Ce travail de fond réalisé par chaque organisation privée (mais également sur la Régie de collecte) s'inscrit dans la durée et correspond à une volonté partagée de diminuer l'accidentologie au travail en « ralentissant » les modes d'exécution. Selon les organisations, les stratégies adoptées consistent soit à définir un horaire fixe de fin de service, soit à modifier les modes opératoires et à vérifier leur bonne exécution, sur le terrain et/ou par une analyse des temps de service.

#### **4. Exiger la production de documents conformes aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**

A la suite de la recommandation de la CRC, la Métropole a écrit, en date du 25 janvier 2018, afin de demander aux titulaires des marchés de collecte de mettre en conformité leurs comptes rendus annuels par rapport aux clauses des CCTP. Les rapports produits dans le courant du 1er semestre 2018 sur l'exercice 2017 (et leurs annexes) attestent de la prise en compte des demandes de la Métropole. Urbaser Environnement n'a pas produit pour 2017 le bilan synthétique et analytique des données brutes, mais deux réunions de relecture et d'analyse partagée ont permis de mettre en perspective des pistes d'amélioration. La version 2018 du rapport annuel d'Urbaser Environnement intègre bien une partie analytique et de propositions d'évolution.

#### **5. Formaliser les conditions d'emploi du personnel de la régie métropolitaine**

Après la première étape de mise en place de la « collecte apaisée » (voir point suivant), un travail de rédaction de règlement de service est en cours. Une première version sera présentée lors du deuxième semestre 2019 aux partenaires sociaux afin d'engager la réflexion collective.

Les thématiques de ce règlement, outre le fait de stabiliser les nouveaux modes opératoires sont :

- L'hygiène, sécurité, et conditions de travail sur voie publique la nuit
- Les règles de temps de service, du temps de travail attendu et de prises de congés
- L'organisation du travail

#### **6. Mettre un terme à la pratique du fini parti afin de réduire les accidents de travail et améliorer les performances de la régie**

Depuis début mars 2019 et après un processus d'accompagnement au changement, les équipages de la Régie de collecte passent à la « collecte apaisée ». Cette nouvelle méthode met en avant :

- L'accrochage systématique de tous les bacs (les premiers effets de cette évolution majeure du mode opératoire de la Régie de collecte, où la manutention manuelle des bacs concernait plus de 50% de l'activité, ont été d'augmenter la durée du temps de service dans des proportions significatives comprises entre 20 et 40% selon les équipages.)
- La marche à allure normale entre les bacs
- Le vidage intermédiaire pour supprimer le risque de surcharge des véhicules

L'acceptation de ces évolutions a été possible grâce à un long processus de préparation qui a consisté, tout au long de l'année 2018 à :

- Partager avec les équipages, dans le cadre d'ateliers de travail, les problématiques de prévention des risques
- Modifier les circuits de collecte de manière à ce que les nouveaux temps de service en « collecte apaisée » soient les plus équitables possibles d'un équipage à l'autre, par plage de 2 semaines (2x5 jours + 1 samedi sur 2 ouvrés) ;
- Mettre à niveau le parc de véhicules, en particulier par une révision des systèmes de lève-conteneurs et l'achat de véhicules neufs plus performants.

Un suivi des temps de service est en place par équipage, à l'aide de l'exploitation des données des balises GPS qui équipent chaque véhicule, et ces données sont affichées pour partage avec les équipages chaque 2 semaines sur les sites d'exploitation.

#### **7. Assurer la capacité à assurer le traitement des déchets**

Montpellier Méditerranée Métropole a développé une filière de traitement des déchets ménagers collectés sur son territoire, conforme au Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux (PDPGDnD) du département de l'Hérault, basée sur des installations de tri et valorisation (déchetteries, points d'apport volontaire, centre de tri DEMETER, unité de méthanisation AMETYST) et d'élimination des refus (installation de stockage de déchets non dangereux de Castries, Unité de Valorisation Énergétique (UVE) OCREAL).

Pour les prochaines années, malgré les effets croisés de la prévention des Déchets Ménagers et Assimilés et de l'augmentation du tri, la production de déchets ménagers augmentera du fait de la hausse de la population. L'unité de méthanisation AMETYST et le centre de tri des déchets recyclables DEMETER en cours d'extension de capacité, sont en capacité d'absorber cette augmentation.

Les perspectives conjointes de la fermeture programmée de l'installation de stockage fin 2019 et de l'échéance au 30 juin 2019 des contrats conclus avec OCREAL, ont conduit Montpellier Méditerranée Métropole à rechercher de nouvelles formes de contractualisation pour les capacités d'accueil et de traitement des refus issus des unités de prétraitement ainsi que des encombrants issus du service des déchèteries.

Le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets définit les nouveaux objectifs et cadres de la prévention et de la gestion des déchets à horizon de 6 et 12 ans (2025 et 2031). Le projet de plan constate ainsi que la Région est en situation d'excédent de capacités de stockage et que la capacité régionale actuelle d'incinération est suffisante au regard des objectifs de la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV).

Ces dispositions conduisent d'une part, à ne pas autoriser de création de nouvelles capacités de stockage ou de valorisation énergétique dans des secteurs disposant de capacités suffisantes dans leur département d'implantation et les départements voisins, et d'autre part à élargir les zones de chalandise des installations de traitement.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation d'entreprise auprès des opérateurs, afin d'assurer le traitement des déchets et d'adapter l'organisation et l'économie du service.

Complémentairement, Montpellier Méditerranée Métropole étudie des solutions alternatives pour faire évoluer sa filière de traitement des déchets, afin de répondre à des objectifs environnementaux encore plus ambitieux et aux nouvelles contraintes réglementaires avec l'objectif principal de la réduction optimale des déchets ultimes, notamment par le développement d'une filière « Combustibles Solides de Récupération » (CSR), et le développement de l'économie circulaire.

Cette filière permettrait de distraire des filières de traitement traditionnel (stockage ou incinération) 30 à 50% de ces tonnages auprès de cimentiers, chaufferies urbaines, industriels gros consommateurs d'énergie. Elle permettrait à la Métropole de s'inscrire dans les objectifs de la loi TECV, repris par le projet de plan régional de prévention et valorisation des déchets en cours d'adoption.

Le solde des refus ultimes devra quant à lui continuer à être acheminé vers des installations de traitement dans le respect des dispositions du plan régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2018, portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte de la présentation du bilan.

Le Conseil prend acte des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2018, portant sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence déchets ménagers et assimilés.

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 juillet 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190625-89354-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 03/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.